

Crise de la dette en Grèce : une fin en trompe-l'œil

 leparisien.fr/economie/crise-de-la-dette-en-grece-une-fin-en-trompe-l-oeil-22-06-2018-7787310.php

June 22, 2018

>[Économie](#)|G.Z.| 22 juin 2018, 8h59 |5

Les Européens ont rallongé les délais de remboursement de la dette de la Grèce mais ont refusé de l'alléger. DR

Les ministres des Finances de la zone euro ont trouvé un accord pour permettre à la Grèce de faire son retour sur les marchés financiers.

Il aura fallu 8 ans de plans d'austérité, de sauvetages financiers et de mise sous tutelle pour remettre la Grèce en ordre de marche, et lui permettre un retour sur les marchés financiers à partir du 21 août.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont entendus, dans la nuit de jeudi à vendredi, sur un vaste accord permettant de refermer cette longue parenthèse.

« La crise grecque s'achève ici, cette nuit. Nous sommes finalement arrivés au bout de ce chemin qui a été si long et si difficile. C'est un moment historique », s'est félicité Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques.

La crise grecque s'achève ici, cette nuit. Nous sommes finalement arrivés au bout de ce chemin qui a été si long et si difficile C'est un moment historique. [@EU_Commission](#) [@ecfin](#) [@EEAthina](#) [GREU](#)

— Pierre Moscovici (@pierremoscovici) [June 21, 2018](#)

Trois ans après avoir frôlé le Grexit (la sortie de la zone euro), la Grèce affiche désormais une croissance du PIB de 1,4 % en 2017 et devrait encore progresser en 2018 à 1,9 %. Dans le même temps, la Grèce peut se prévaloir d'un excédent budgétaire de 0,8 %. En 2009, celui-ci était en déficit de 15,1 %.

Un délai allongé pour les échéances de remboursement

Dans les grandes lignes, les Européens ont accepté dans cet accord d'allonger de dix ans les échéances de remboursement d'une grande partie de la dette grecque. Celle-ci s'élève à près de 270 milliards d'euros, soit l'équivalent de 180 % de son PIB. Ils ont donc jusqu'à 2069 pour y parvenir.

Par ailleurs, les Grecs vont pouvoir commencer à rembourser une partie des prêts qu'à partir de 2032 contre 2022 jusqu'à présent. Dans le même temps, la Grèce va pouvoir toucher la dernière tranche d'aide de 15 milliards d'euros pour avoir réalisé ces derniers un ensemble de plusieurs réformes.

Au-delà des déclarations de satisfaction, Athènes se retrouve dans un régime qui s'apparente à de la semi-liberté. Pour le moment, le chômage touche encore 20 % de la population active, un taux qui grimpe à 43 % pour les jeunes. Et 35 % de la population est toujours en dessous du seuil de pauvreté.

Par ailleurs, si les Européens ont allongé les délais du remboursement, ils n'ont pas trouvé d'accord pour alléger la dette.

Des freins à la relance

Dans ces conditions, cette épée de Damoclès en cas de retournement économique va encore lourdement peser et freiner la relance de l'économie. Même la patronne du FMI, Christine Lagarde, a estimé que cette dette ne « serait pas soutenable sur le long terme ».

Sur le papier, le challenge est presque impossible à tenir. Pour parvenir à contenir sa dette à des niveaux supportables, il faudrait que la Grèce puisse dégager un surplus budgétaire avant paiement des dettes de 3,5 % de son PIB jusqu'en 2022 et de 2,2 % pendant 37 ans !

Et surtout, il n'est pas question pour les créanciers de donner un blanc-seing à Athènes. L'Eurogroupe va toujours placer Athènes sous surveillance.

D'ici 2022, le pays devra se soumettre à un audit de ses comptes publics quatre fois l'an. En cas de dérive, les créanciers pourraient modifier les règles du jeu sur les remboursements ou sur le versement à la Grèce de 4 milliards d'euros d'ici 2022 correspondant aux profits réalisés par les banques centrales de la zone euro sur leurs portefeuilles de dette grecque.